



Résultats détaillés du 1^{er} semestre 2017

28 Juillet 2017

TABLE DES MATIERES

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2017.....	4
CONSIDERATIONS PROSPECTIVES.....	5
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	6
Comptes de résultat trimestriels et semestriels consolidés non audités au 30 juin 2017 et 2016.....	6
Etats du résultat global consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2017 et 2016	8
Etats de situation financière consolidés au 30 juin 2017 non audité et au 31 décembre 2016.....	9
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2017 et 2016.....	10
Variations des capitaux propres consolidés pour les périodes closes au 30 juin 2017 et 2016	11
Notes annexes aux comptes consolidés non audités.....	12
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS	28
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	41

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 28 à 40 présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28 juillet 2017.

Jean-Georges MALCOR
Directeur Général

Stéphane-Paul FRYDMAN
Directeur Financier du Groupe

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CGG SA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont néanmoins moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

- la note 1.3 « Continuité d'exploitation » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui précise que le 14 juin 2017 ont été ouvertes de manière simultanée une procédure de sauvegarde à l'égard de CGG SA, société mère du Groupe CGG, et une procédure de Chapter 11 aux Etats-Unis à l'égard de 14 de ses filiales garantes de la dette sécurisée et / ou des obligations à haut rendement ; que la liquidité du Groupe au 30 juin 2017 ne permet pas de financer toutes les opérations du Groupe au moins jusqu'au 30 juin 2018 ; et que la capacité du Groupe à assurer sa continuité d'exploitation dépend essentiellement de la mise en œuvre effective et dans les temps du plan de restructuration financière. Ces éléments indiquent l'existence d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation.
- la note 1 « Principes Comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés, qui précise que les comptes consolidés de l'année 2016 ne sont toujours pas approuvés par l'assemblée générale qui sera appelée à statuer plus tard dans l'année.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris-La Défense, le 28 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Luc BARLET

Nicolas PFEUTY

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'événements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- La capacité à confirmer et mettre en place un plan de réorganisation conformément aux termes de l'accord de « lock-up »;
- Les risques liés aux processus de sauvegarde et de Chapter 11, et plus généralement aux procédures de faillite, y compris leurs effets sur nos activités et sur l'intérêt des différentes parties prenantes;
- Le temps que nous pourrions passer en procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ainsi que la disponibilité de nos outils de production tout au long desdites procédures;
- Les risques associés aux motions de tiers, aux recours ou à d'autres plaidoiries au cours des procédures de sauvegarde ou de Chapter 11, qui peuvent interférer sur la capacité à confirmer et mettre en place un plan de réorganisation;
- Les effets négatifs potentiels sur notre liquidité ou notre résultat d'exploitation;
- L'augmentation des coûts de mise en œuvre de la réorganisation;
- L'impact du contexte économique ainsi que des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis par CGG ;
- Les risques liés aux activités opérées au travers des joint-ventures dans lesquels CGG a des participations minoritaires ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans l'activité d'acquisition Marine ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} mai 2017. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 34 89 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2ème trimestre	
	2017	2016
Chiffres d'affaires	349,8	290,2
Autres produits des activités ordinaires	0,3	0,3
Total produits des activités ordinaires	350,1	290,5
Coût des ventes	(317,6)	(288,8)
Marge brute	32,5	1,7
Coûts nets de recherche et développement	(7,6)	10,4
Frais commerciaux	(14,0)	(16,5)
Frais généraux et administratifs	(19,8)	(21,2)
Autres produits et charges, nets	(89,3)	1,5
Résultat d'exploitation	(98,2)	(24,1)
Coût de l'endettement financier brut	(49,4)	(42,1)
Produits financiers sur la trésorerie	0,7	0,5
Coût de l'endettement financier net	(48,7)	(41,6)
Autres produits (charges) financiers	0,5	(2,3)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(146,4)	(68,0)
Impôts différés sur les variations de change	0,8	(0,2)
Autres impôts sur les bénéfices	(21,6)	(6,2)
Total impôts sur les bénéfices	(20,8)	(6,4)
Résultat net des entreprises intégrées	(167,2)	(74,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,5)	(4,8)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(169,7)	(79,2)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (169,2)	(77,8)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (154,9)	(67,9)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,5)	(1,4)
Nombre moyen pondéré d'actions émises ⁽²⁾	22 133 149	22 133 149
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	(3)	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	(3)	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	(3)	(3)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif ⁽²⁾	22 133 149	22 133 149
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (7,64)	(3,52)
– Base ⁽¹⁾	€ (7,00)	(3,07)
– Dilué	\$ (7,64)	(3,52)
– Dilué ⁽¹⁾	€ (7,00)	(3,07)

⁽¹⁾ Correspond au résultat du 1^{er} semestre en euros moins le résultat du 1^{er} trimestre en euros.

⁽²⁾ Le calcul du résultat net par action de base et dilué a été ajusté suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

⁽³⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	Six mois clos le 30 juin	
	2017	2016
Chiffres d'affaires	599,2	603,2
Autres produits des activités ordinaires.....	0,7	0,6
Total produits des activités ordinaires	599,9	603,8
Coût des ventes	(593,9)	(624,3)
Marge brute	6,0	(20,5)
Coûts nets de recherche et développement.....	(15,8)	(1,7)
Frais commerciaux	(27,1)	(32,5)
Frais généraux et administratifs.....	(40,0)	(45,3)
Autres produits et charges, nets.....	(118,2)	(10,9)
Résultat d'exploitation	(195,1)	(110,9)
Coût de l'endettement financier brut.....	(97,1)	(85,5)
Produits financiers sur la trésorerie	1,6	0,9
Coût de l'endettement financier net	(95,5)	(84,6)
Autres produits (charges) financiers.....	(1,1)	(0,6)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(291,7)	(196,1)
Impôts différés sur les variations de change.....	1,0	1,6
Autres impôts sur les bénéfices	(24,1)	(14,3)
Total impôts sur les bénéfices	(23,1)	(12,7)
Résultat net des entreprises intégrées	(314,8)	(208,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	(0,1)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(314,8)	(208,9)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (313,3)	(206,9)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (290,5)	(186,4)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (1,5)	(2,0)
Nombre moyen pondéré d'actions émises ⁽²⁾	22 133 149	19 475 713
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	(3)	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	(3)	(3)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	(3)	(3)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif ⁽²⁾	22 133 149	19 475 713
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (14,15)	(10,64)
– Base ⁽¹⁾	€ (13,12)	(9,58)
– Dilué.....	\$ (14,15)	(10,64)
– Dilué ⁽¹⁾	€ (13,12)	(9,58)

(1) Converti au taux moyen de 1,0784US\$ et 1,1101US\$ respectivement au 30 juin 2017 et 2016.

(2) Le calcul du résultat net par action de base et dilué a été ajusté suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

(3) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relutif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US

Au 30 juin

	2017	2016
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	(314,8)	(208,9)
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie.....	–	(0,2)
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente	–	–
Variation de l'écart de conversion.....	11,4	1,0
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	11,4	0,8
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite.....	–	–
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	–	–
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2).....	11,4	0,8
Etat du résultat global consolidé de la période.....	(303,4)	(208,1)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>(302,6)</i>	<i>(205,3)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(2,8)</i>

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire

	30 juin 2017	31 décembre 2016
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	314,8	538,8
Clients et comptes rattachés, nets	459,3	434,8
Stocks et travaux en cours, nets	282,4	266,3
Créances d'impôt.....	97,4	112,2
Autres actifs courants, nets	121,6	105,8
Actifs détenus en vue de la vente.....	17,0	18,6
Total actif courant	1 292,5	1 476,5
Impôts différés actif.....	22,2	26,0
Participations et autres immobilisations financières, nettes.....	66,6	51,9
Sociétés mises en équivalence	212,9	190,5
Immobilisations corporelles, nettes	350,1	708,6
Immobilisations incorporelles, nettes	1 165,5	1 184,7
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets.....	1 229,6	1 223,3
Total actif non-courant	3 046,9	3 385,0
TOTAL ACTIF.....	4 339,4	4 861,5
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme.....	-	1,6
Dettes financières – part court terme ^(a)	2 759,2	2 782,1
Fournisseurs et comptes rattachés.....	143,1	157,4
Dettes sociales	125,7	138,9
Impôts sur les bénéfices à payer	31,5	31,6
Acomptes clients	26,9	24,4
Provisions – part court terme	58,6	110,7
Passifs courants associés avec les créances cédées.....	47,7	-
Autres passifs courants	111,1	140,2
Total passif courant	3 303,8	3 386,9
Impôts différés passif	72,2	67,6
Provisions – part long terme	115,9	162,1
Dettes financières – part long terme	52,6	66,7
Autres passifs non courants	18,4	21,4
Total dettes et provisions non-courantes	259,1	317,8
Capital social : 26 834 403 actions autorisées et 22 133 149 émises au nominal de 0,80 € au 30 juin 2017 et 22 133 149 au 31 décembre 2016.....	20,3	20,3
Primes d'émission et d'apport	1 850,0	1 850,0
Réserves	(845,1)	(272,3)
Autres réserves	93,6	171,1
Titres d'autocontrôle	(20,1)	(20,1)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(313,3)	(573,4)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres.....	(0,8)	(0,8)
Ecarts de conversion.....	(43,4)	(54,1)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère.....	741,2	1 120,7
Participations ne donnant pas le contrôle.....	35,3	36,1
Total capitaux propres	776,5	1 156,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES.....	4 339,4	4 861,5

Les taux de clôture au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016 étaient respectivement de 1,1412 US\$ pour 1 Euro et de 1,0541 US\$ pour 1 Euro

- (a) Au 30 juin 2017, sur les 2 759,2 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 99,2 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois.
 Au 31 décembre 2016, sur les 2 782,1 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 100,1 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois. Le complément est présenté en passifs courants en raison d'un reclassement purement comptable dû à l'application d'IAS 1. Voir Note 3 sur les dettes financières pour plus d'explications.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Six mois clos le 30 juin

Montants en millions de dollars US

2017 **2016**

EXPLOITATION

Résultat net de l'ensemble consolidé	(314,8)	(208,9)
Amortissements et dépréciations.....	95,6	133,7
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	136,6	123,1
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients	(12,9)	(22,0)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(30,9)	(82,3)
Charges liées aux stock-options	0,1	(0,2)
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(27,4)	3,2
Résultat des mises en équivalence	-	0,1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2,0	13,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	63,0	0,4
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt.....	(88,7)	(39,9)
Annulation du coût de la dette financière.....	95,5	84,6
Annulation de la charge d'impôt.....	23,1	12,7
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	29,9	57,4
Impôt décaissé	1,8	(7,8)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	31,7	49,6
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(37,6)	340,4
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	0,9	23,8
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(5,1)	(6,3)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	(21,8)	(67,4)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	19,0	(49,1)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	-	(7,6)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	(12,9)	283,4
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients.....	(36,9)	(45,9)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	(108,3)	(162,8)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	18,1	8,4
Plus ou moins-values sur immobilisations financières.....	4,5	6,1
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	-	-
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(0,7)	1,3
Variation des subventions d'investissement.....	-	(0,6)
Variation des autres actifs financiers non courants	1,6	(0,6)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(121,7)	(194,1)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts.....	(25,3)	(478,6)
Nouveaux emprunts	2,3	163,3
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(2,9)	(4,3)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	(1,6)	0,9
Charges d'intérêt payées	(57,7)	(74,8)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	-	367,5
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	-	(4,4)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	-	0,5
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement.....	(85,2)	(29,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	3,3	6,5
Incidence des variations de périmètre	(7,5)	-
Variation de trésorerie	(224,0)	65,9
Trésorerie à l'ouverture	538,8	385,3
Trésorerie à la clôture	314,8	451,2

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises (a)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2016	5 533 287	92,8	1 410,0	(268,5)	138,0	(20,6)	(0,6)	(38,9)	1 312,2	46,2	1 358,4
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							(0,2)		(0,2)		(0,2)
<i>Variation de l'écart de conversion (3) .</i>								1,8	1,8	(0,8)	1,0
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)							(0,2)	1,8	1,6	(0,8)	0,8
Résultat net (4).....				(206,9)					(206,9)	(2,0)	(208,9)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				(206,9)			(0,2)	1,8	(205,3)	(2,8)	(208,1)
Augmentation de capital	16 599 862	231,6	135,9			0,5			368,0		368,0
Dividendes									-	(4,4)	(4,4)
Paiements fondés sur des actions				0,4					0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère.....					(6,3)				(6,3)		(6,3)
Variation de périmètre et autres				(0,2)					(0,2)		(0,2)
Au 30 juin 2016	22 133 149	324,4	1 545,9	(475,2)	131,7	(20,1)	(0,8)	(37,1)	1 468,8	39,0	1 507,8

(a) Le nombre d'actions au 1er janvier 2016, au 30 juin 2016 et l'augmentation de capital ont été ajustés suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016.

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(845,7)	171,1	(20,1)	(0,8)	(54,1)	1 120,7	36,1	1 156,8
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3).....</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4) .</i>								10,7	10,7	0,7	11,4
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4).....								10,7	10,7	0,7	11,4
Résultat net (5).....				(313,3)					(313,3)	(1,5)	(314,8)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				(313,3)				10,7	(302,6)	(0,8)	(303,4)
Augmentation de capital									-		-
Dividendes									-		-
Paiements fondés sur des actions				0,4					0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère.....					(77,5)				(77,5)		(77,5)
Variation de périmètre et autres				0,2					0,2		0,2
Au 30 juin 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(1 158,4)	93,6	(20,1)	(0,8)	(43,4)	741,2	35,3	776,5

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2017 pour publication.

Les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 2 mars 2017. Le classement d'une partie de la dette financière en passif courant, les notes 1.2, 1.3, 13, 18 et 30 des comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été actualisés par le Conseil d'Administration du 27 avril 2017, dans le cadre d'un nouvel arrêté de comptes. Les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ne sont toujours pas approuvés par l'assemblée générale qui sera appelée à statuer plus tard dans l'année.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

1.1 - Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2016 déposé auprès de la SEC le 1^{er} mai 2017 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendements d'IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôt sur le résultat — Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2017, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;

Une première analyse de l'application de l'IFRS 15 est détaillée ci-dessous.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui ne sont pas applicables et qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2017:

- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- Amendements d'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

Première analyse de l'application de l'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients »

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus et qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme entre en vigueur le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG appliquera la norme IFRS 15 le 1er janvier 2018 sans adoption anticipée.

IFRS 15 définit le cadre de la comptabilisation des revenus en un processus en cinq étapes: i) identification du contrat avec un client, ii) identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat, iii) détermination du prix de la transaction, iv) affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance, v) comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites. La deuxième étape permet toujours la comptabilisation des produits à l'avancement, à condition que certains critères soient respectés, selon les modalités de transfert au client du contrôle des biens et services fournis.

Le Groupe a analysé cette nouvelle norme au niveau du siège à partir de 2014. Étant donné que CGG est constitué de secteurs d'activité différents et que l'application de cette nouvelle norme demande une connaissance fine des opérations, le Groupe a initié une analyse bottom-up en juin 2016 afin de pouvoir analyser les cinq étapes de la norme pour chaque activité. Le process d'évaluation est en phase finale avant de commencer l'analyse des nouvelles exigences en matière d'information à fournir en annexe.

CGG ne s'attend pas à des changements significatifs dans ses politiques de reconnaissance des produits dans ses conclusions finales pour les contrats exclusifs et les ventes d'études multi-clients après leur livraison. La reconnaissance des revenus lors de la phase de préfinancement des études multi-clients (avant la livraison) a donné lieu à une analyse approfondie. CGG, ainsi que tous les acteurs multi-clients majeurs du secteur, comptabilise actuellement les produits à l'avancement en fonction de la progression physique de l'étude. CGG a échangé avec les principaux acteurs de l'industrie multi-clients afin de partager les points de vue sur l'application du nouveau standard et de comparer les pratiques opérationnelles. Sous l'égide de l'IAGC (Association internationale des entreprises de géophysiques), un groupe de travail dédié impliquant tous les principaux acteurs de l'activité multi-clients a travaillé au cours des derniers mois pour développer une position de place. L'analyse préliminaire de ce groupe de travail indique que les revenus au cours de la phase de pré-financement devraient être reconnus à l'avancement.

1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Continuité d'exploitation	Estimation de la continuité d'exploitation liée aux progrès de la restructuration financière
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise Taux d'actualisation (CPMC)
Classement des dettes financières en éléments courants ou non-courants	Avancée des négociations sur la restructuration financière
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

1.3 - Continuité d'exploitation

Le 14 juin 2017, une procédure de sauvegarde a été ouverte à l'égard de la société mère du Groupe CGG SA et une procédure de U.S. Chapter 11 a été ouverte de manière simultanée à l'égard de 14 de ses filiales, directes ou indirectes, garantes de la dette sécurisée (facilités de crédit « Revolver U.S. » et « French Revolver » et le prêt à terme B) et / ou des obligations à haut rendement. Dans le cadre de ces procédures légales, les détenteurs de ces dettes et les détenteurs d'obligations convertibles (dont le principal s'élève au total à 2,8 milliards de dollars US en incluant les obligations convertibles) ne peuvent demander aucun remboursement accéléré, ce qui confère au Groupe une protection pour mener à bien ses activités opérationnelles et aux parties prenantes une période limitée pour approuver un plan de restructuration financière).

Les principales caractéristiques du plan de restructuration financière proposé ont été présentées avec l'annonce des procédures judiciaires susmentionnées le 14 juin 2017:

- Conversion complète de la dette non sécurisée (Obligations à haut rendement et obligations convertibles) en capitaux propres;
- Échange de la dette sécurisée (facilités de crédit « Revolver U.S. » et « French Revolver » et prêt à terme B) contre de nouvelles obligations sécurisées à haut rendement avec une maturité de 5 ans;
- Levée jusqu'à 500 millions de dollars de nouvelles liquidités via une augmentation de capital de 125 millions de dollars et via une émission de 375 millions de dollars de nouvelles obligations à haut rendement (avec bons de souscription d'actions) d'une maturité de 6 ans.

Au 27 juillet 2017, le Groupe fait face à des incertitudes significatives qui peuvent soulever un doute important sur sa capacité à poursuivre ses activités. Même sous la protection des procédures judiciaires mentionnées ci-dessus, et malgré la mise en œuvre réussie lors du premier semestre 2017 de toutes les actions spécifiques prévues concernant les charges liées aux contrats d'affrètement des navires, le changement de propriété de la flotte et l'affacturage d'un contrat majeur, la liquidité du groupe à fin juin 2017 s'élevant à 315 millions de dollars US ne permet pas de financer toutes les opérations du Groupe au moins jusqu'au 30 juin 2018.

La capacité du Groupe à assurer sa continuité d'exploitation dépend essentiellement de la mise en œuvre effective et dans les temps du plan de restructuration proposé, en particulier la levée de 500 millions de dollars US de nouvelles liquidités au début de l'année 2018. Si les créanciers impliqués dans les procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis ou les actionnaires ne parviennent pas à approuver le plan de restructuration proposé ou si le calendrier de mise en œuvre de ce plan de restructuration n'est pas respecté, la liquidité du groupe diminuerait, selon les prévisions de trésorerie du Groupe, au-dessous du niveau requis permettant l'exécution des opérations dès le premier trimestre 2018. Si les nouvelles liquidités de 500 millions de dollars US sont levées au premier trimestre 2018, et conformément au plan de restructuration proposé, la liquidité du groupe serait suffisante pour financer les activités en cours du Groupe au moins jusqu'au 30 juin 2018.

Suite au placement privé des engagements de souscription des nouvelles obligations à haut rendement (avec bons de souscription d'actions) de 375 millions de dollars US réalisé avec succès au début du mois de juillet, le plan de restructuration proposé est maintenant soutenu par la majorité des créanciers nécessaire grâce aux accords de « lock-up » qui ont été signés. Sur cette base, et à la lumière des mérites du plan de restructuration proposé pour les autres parties prenantes du Groupe, la Société estime que la mise en œuvre du plan de restructuration au premier trimestre de 2018 est une hypothèse raisonnable.

Après avoir examiné avec le plus grand soin les éléments décrits ci-dessus, le conseil d'administration du 27 juillet 2017, a conclu que la préparation des états financiers consolidés du 30 juin 2017 suivant le principe de continuité d'exploitation est une hypothèse appropriée.

1.4 – Principes comptables

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé (i) des préfinancements et (ii) de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans l'état de situation financière en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle.

Après-ventes sur des contrats — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, et dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs.

Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie. Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Un test de dépréciation d'actif est effectué au moins une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur).

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Emprunts convertibles

- Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.
- Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.
- La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.
- La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

NOTE 2 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la Note 5 « Autres Produits et Charges » de ce document ainsi que dans la Note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires

En avril 2017, nous avons conclu des accords avec Eidesvik, les prêteurs de la facilité de crédit Nordique, et les prêteurs des facilités de crédit des entités Eidesvik Seismic Vessels AS (ESV) et Oceanic Seismic Vessels AS (OSV), en vue de l'établissement d'un nouveau régime de propriété de notre flotte de navires.

En vertu de ces accords, Global Seismic Shipping AS (« GSS »), une société de droit norvégien nouvellement créée et détenue à 50% par chacune des deux parties, CGG d'une part (à travers sa filiale Exploration Investment Resources II AS) et Eidesvik d'autre part, détient (i) Geo Vessels AS, ancienne filiale de CGG qui est propriétaire de cinq navires sismiques (un navire réarmé en mars 2017, le Géo Coral et quatre navires désarmés ou « cold-stacked », le Geo Caribbean, le Geo Celtic, le CGG Alize et l'Oceanic Challenger) et (ii) ESV et OSV (deux entités dans lesquelles nous détenions auparavant 49% des parts) qui sont respectivement propriétaires des navires sismiques Océanic Vega et Océanic Sirius. Global Seismic Shipping AS est consolidée selon la méthode la mise en équivalence.

Le tableau suivant détaille la contrepartie reçue ainsi que la valeur comptable des actifs et passifs apportés :

	(En millions de dollars US)
Contrepartie reçue	
Juste valeur de notre participation dans la société Global Seismic Shipping AS	71,9
Contrepartie reçue totale (a)	71,9
Valeur comptable des actifs et passifs apportés	
Trésorerie	7,5
Sociétés mises en équivalence ⁽¹⁾	48,3
Immobilisations corporelles, nettes	301,0
Crédit bail net	(3,1)
Dettes financières – part court terme ⁽²⁾	(182,5)
Provisions — part court terme	(4,8)
Provisions — part long terme	(13,4)
Autres passifs courants	(30,0)
Passifs liés aux contrats d'affrètement	(72,1)
Valeur comptable totale des actifs et passifs apportés (b).....	50,9
Plus-value réalisée (c) = (a) – (b)	21,0
Réduction des montants dus en vertu des contrats d'affrètement (d)	(72,1)
Impact net de l'opération au niveau du résultat d'exploitation (3) (e) = (c) + (d)	(51,1)
Autres produits (charges) financiers	(15,0)
Coût de l'endettement financier net	(3,3)
Impact net de l'opération au niveau du résultat financier (4) (f)	(18,3)
Impact net sur le compte de résultat (e) + (f)	(69,4)

(1) Relatif aux 49% de parts que nous détenions directement dans ESV et OSV, comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence au 31 mars 2017.

(2) Relatif à la facilité de crédit Nordique.

(3) L'impact net de l'opération au niveau du résultat d'exploitation est une perte de 51,1 millions de dollars US ventilée comme suit :

- une plus-value de 21,0 millions de dollars US découlant de notre contribution dans GSS et enregistrée sur la ligne « Plus (moins) values sur cessions d'actifs » du compte de résultat (Voir Note 5 « Autres Produits et Charges »).
- une charge de 72,1 millions de dollars US liée à la réduction des montants dus en vertu de la renégociation et de la prolongation des contrats d'affrètement des navires "Vega" et "Sirius". Cette charge correspond à la compensation accordée à ESV et OSV lors de la renégociation des contrats d'affrètement. Elle est enregistrée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (Voir Note 5 « Autres Produits et Charges »).

(4) L'impact de l'opération au niveau du résultat financier est une perte de 18,3 millions de dollars US ventilée comme suit :

- une charge de 15,0 millions de dollars US enregistrée sur la ligne « Autres produits (charges) financiers » du compte de résultat,
- une charge de 3,3 millions de dollars US enregistrée sur la ligne « Coût de l'endettement financier net » du compte de résultat.

Engagement du processus de restructuration financière

Le 6 février 2017, CGG a sollicité l'accord des porteurs d'Obligations Senior et des créanciers du Prêt à Terme B pour se donner la possibilité de demander la nomination d'un mandataire ad hoc sans que cette démarche ne constitue un Cas de Défaut (« Event of Default »). CGG avait reçu auparavant les consentements des créanciers des lignes de crédit française et américaine pour la nomination d'un mandataire ad hoc.

Le 20 février 2017, CGG a annoncé l'obtention de la majorité requise des créanciers du Prêt à Terme B, des Obligations Senior 2020, des Obligations Senior 2021 et des Obligations Senior 2022 et la prolongation de la Consultation des Porteurs d'Obligations Senior 2017.

Le 23 février 2017, CGG a annoncé la signature des « supplemental indentures » des Obligations Senior 2020, 2021 et 2022 pour permettre la nomination d'un mandataire ad hoc et son intention de mettre fin à ses engagements au titre du contrat obligataire des Obligations Senior 2017. Le paiement au trustee, au bénéfice des porteurs, des sommes dues à la maturité des Obligations Senior 2017, du principal (8,3 millions de dollars US) et des intérêts, a eu lieu le vendredi 24 février 2017. A l'issue de cette opération, le montant de dettes non-sécurisées (Obligations Senior et Océanes) s'élève à 1 884 millions de dollars US.

Le 27 février 2017, un Mandataire ad hoc a été nommé pour mieux conduire et faciliter les discussions avec et entre toutes les parties prenantes de la restructuration financière du Groupe.

Le 3 mars 2017, CGG a entamé un processus de restructuration financière dans le but de réduire de manière drastique la dette et son coût en numéraire pour les aligner sur sa génération de trésorerie. Afin de faciliter ces discussions relatives à sa restructuration menées sous l'égide d'un mandataire ad hoc, CGG a conclu des accords de confidentialité et initié des discussions avec les actionnaires.

Le 2 juin 2017, CGG a annoncé un accord de principe sur un plan de restructuration financière avec ses principaux créanciers et DNCA qui est à la fois créancier et actionnaire.

Le 14 juin 2017, CGG a annoncé qu'à la suite de la conclusion d'accords juridiquement contraignants, venant confirmer l'accord de principe avec ses principaux créanciers financiers annoncé le 2 juin 2017, la société a entamé les procédures juridiques afin de mettre en œuvre un plan de restructuration global pré-agréé, comprenant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde en France ainsi que l'ouverture de procédures de Chapter 11 et de Chapter 15 aux Etats-Unis.

Dans le cadre de cette procédure, le Tribunal de Commerce de Paris qui a ouvert la procédure de sauvegarde a désigné l'ancien mandataire ad hoc en qualité d'administrateur judiciaire de CGG SA.

En amont des procédures judiciaires aux Etats-Unis et en France, CGG et certains de ses créanciers financiers ont signé un accord de « lock-up » le 13 juin 2017, aux termes duquel les parties se sont engagées à réaliser toute action raisonnablement nécessaire à la mise en œuvre et la réalisation de la restructuration. Les termes et conditions de l'accord de « lock-up » sont relativement usuels et comprennent notamment l'obligation pour les créanciers de voter en faveur des plans de sauvegarde et de Chapter 11 (sous réserve de réception des communications appropriées), de renoncer à certains droits (waivers), de signer la documentation requise pour permettre la restructuration et de ne pas céder leurs participation dans la dette à moins que l'acquéreur ne signe l'accord de « lock-up » ou n'en soit déjà un signataire (et qu'il soit par conséquent déjà tenu par ces stipulations). L'accord de « lock-up » a été signé par (i) un comité de coordination des prêteurs sécurisés, détenant collectivement environ 53,8 % du montant total en principal de la dette sécurisée du groupe, (ii) un comité ad hoc des porteurs de Senior Notes, détenant environ 52,4 % du montant total en principal des Senior Notes, et (iii) DNCA, détenant 5,5 % du montant total en principal des Senior Notes de la Société et environ 20,7 % du montant total en principal des OCEANES. De plus, CGG a également signé un accord de soutien à la restructuration avec DNCA, en sa qualité d'actionnaire détenant environ 7,9 % du capital de la Société, par lequel DNCA s'engage à réaliser, en qualité d'actionnaire, toute action raisonnablement nécessaire à la mise en œuvre et la réalisation du plan de restructuration, et notamment à voter en faveur des résolutions adéquates en assemblée générale d'actionnaires et à ne pas vendre ses actions CGG pendant le processus de restructuration. Voir note 8 « Evènements postérieurs à la clôture - Résultats du placement privé », pour plus d'informations sur les signataires de l'accord de « lock-up ».

NOTE 3 – DETTES FINANCIERES ET TRESORERIE EN PROCEDURE DE SAUVEGARDE ET CHAPTER 11

La dette financière brute du Groupe au 30 juin 2017 s'élève à 2 811,8 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 850,4 millions de dollars US au 31 décembre 2016. Notre dette brute se décompose comme suit au 30 juin 2017 :

30 juin 2017 (non audité)			
	Dette brute hors ajustements IFRS et de consolidation	Ajustements IFRS et de consolidation	Dette brute
	(en millions de dollars US)		
Obligations à haut rendement	1 551,7	(22,1)	1 529,6
Obligations convertibles	410,9	(42,5)	368,4
Prêt à Terme	337,9	(4,6)	333,3
Lignes de crédit.....	464,2	(5,6)	458,6
Dette sujette à renégociation	2 764,7	(74,8)	2 689,9
Emprunts bancaires et autres emprunts.....	4,8	—	4,8
Contrats de credit-bail.....	58,0	—	58,0
Sous-total	2 827,5	(74,8)	2 752,7
Intérêts courus.....	59,1	—	59,1
Dette financière	2 886,6	(74,8)	2 811,8
Découverts bancaires	—	—	—
Total	2 886,6	(74,8)	2 811,8

Les ratios d'endettement maximal et de couverture d'intérêts ne s'appliquent pas au 30 juin 2017 en raison d'une exemption obtenue dans l'accord de « lock-up » signé par certains des prêteurs sécurisés le 13 juin 2017 (voir note 2 « Evènements Significatifs »).

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, il apparaît que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation. Les procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ouvertes en France et aux États-Unis ont empêché que ne soit prononcée l'exigibilité anticipée de la dette localisée en France et que des mesures d'exécution forcées ne soient mises en œuvre au titre de la dette située hors de France (voir note 1.3 « continuité d'exploitation »).

Centralisation de trésorerie pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis

Pour permettre la gestion de la trésorerie pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis, quatre périmètres de centralisation de trésorerie ont été créés :

- CGG SA, en procédure de sauvegarde en France,
- 7 filiales aux États-Unis, en procédure de Chapter 11 aux États-Unis,
- 7 filiales en dehors des États-Unis, en procédure de Chapter 11 aux États-Unis,
- Reste du monde.

Les limitations pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis pour la circulation de la trésorerie peuvent être résumées ci-après:

- La compensation des soldes de trésorerie est permise uniquement dans un même périmètre de centralisation de trésorerie,
- Les règlements des transactions entre les différents périmètres sont uniquement effectués par un transfert de trésorerie,
- Les prêts et avances de trésorerie inter-compagnies existants avant l'ouverture des procédures ne peuvent être réglés en principal ou en intérêts (exception faite du périmètre « Reste du monde ») tant que les procédures restent ouvertes,
- Les règlements de transactions opérationnelles inter-compagnies sont permis tant que les transactions restent dans le cadre du cours normal des affaires.

- Les dettes, qu'elles soient opérationnelles ou financières, externes ou inter-compagnies, ne peuvent être payées en principal (de très rares exceptions existent).

Le tableau ci-après présente le montant de trésorerie pour les quatre périmètres au 30 juin 2017 :

Montants en millions de dollars US	30 juin 2017 (non audité)
CGG SA	37,8
Total des filiales U.S. en Chapter 11	16,5
Total des autres filiales en Chapter 11	5,7
Total des autres filiales du Groupe	254,8
TOTAL	314,8

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit renouvelable au 30 juin 2017 :

	<u>Date d'émission</u>	<u>Maturité finale</u>	<u>Montant utilisé</u>
			(En millions de dollars US)
Crédit renouvelable US	2013	2018	161,9
Crédit renouvelable France.....	2013	2018	302,3
TOTAL avant frais d'émission			464,2

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre Crédit Renouvelable France étaient entièrement tirés au 30 juin 2017.

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 24 février 2017, CGG a satisfait et mis un terme à ses engagements au titre de l'*indenture* pour l'intégralité des 8,3 millions de dollars US résiduel de l'emprunt obligataire 7,75% à échéance 2017.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la note 5 « Autres produits et charges » de ce document et dans la note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Crédit Nordique

Le « changement de propriété de la flotte » (voir note 2 « Evènements Significatifs ») a pour conséquence de réduire la dette brute du Groupe de 182,5 millions de dollars US correspondant à l'encours en principal de la facilité de crédit Nordique au 31 mars 2017.

NOTE 4 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes intersecteurs du secteur Équipements et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

Pour le trimestre clos le 30 juin,

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Éliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Éliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	81,3	–	220,7	47,8	–	349,8	57,8	–	196,4	36,0	–	290,2
Chiffre d'affaires intersecteur.....	0,7	–	–	5,2	(5,9)	–	1,4	–	–	8,3	(9,7)	–
Chiffre d'affaires total	82,0	–	220,7	53,0	(5,9)	349,8	59,2	–	196,4	44,3	(9,7)	290,2
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(11,7)	(3,3)	(20,8)	(7,1)	0,2	(42,7)	(8,9)	(17,5)	(28,3)	(8,9)	(0,2)	(63,8)
Dotation aux amortissements multi-clients	–	–	(88,9)	–	–	(88,9)	–	–	(76,4)	–	–	(76,4)
Résultat d'exploitation.....	(12,7)	(100,0)	37,3	(12,6)	(10,2)	(98,2)	0,5	(24,3)	28,8	(18,2)	(10,9)	(24,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	0,3	(2,8)	–	–	–	(2,5)	(4,8)	–	–	–	–	(4,8)
Résultat avant intérêts et taxes (2).....	(12,4)	(102,8)	37,3	(12,6)	(10,2)	(100,7)	(4,3)	(24,3)	28,8	(18,2)	(10,9)	(28,9)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	3,4	–	10,6	4,7	(1,2)	17,5	5,2	–	12,9	3,8	4,2	26,1
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients....	–	–	60,0	–	–	60,0	–	–	92,9	–	–	92,9

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à (1,0) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2017 contre (9,0) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2016.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (3,5) millions de dollars US et (6,0) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2017, contre (22,4) millions de dollars US et (27,2) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2016.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (94,7) millions de dollars US liés au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (1,7) millions de dollars US liés au Plan de Transformation.

Pour le 2^{ème} trimestre 2017, la colonne « Éliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (8,3) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (1,9) millions de dollars US. Pour le 2^{ème} trimestre 2016, la colonne « Éliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (8,0) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (2,9) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (8,1) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2017 et (8,9) millions de dollars US pour le 2^{ème} trimestre 2016. La colonne « Éliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Analyse par Secteur d'activité

Pour le semestre clos le 30 juin,

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuel les	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuel les	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	147,1	–	378,7	73,4	–	599,2	145,0	–	360,4	97,8	–	603,2
Chiffre d'affaires intersecteur.....	1,4	–	–	12,0	(13,4)	–	3,3	–	–	19,7	(23,0)	–
Chiffre d'affaires total.....	148,5	–	378,7	85,4	(13,4)	599,2	148,3	–	360,4	117,5	(23,0)	603,2
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(25,1)	(15,6)	(40,2)	(14,7)	–	(95,6)	(29,3)	(34,5)	(51,0)	(18,7)	(0,2)	(133,7)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	–	–	(136,6)	–	–	(136,6)	–	–	(123,1)	–	–	(123,1)
Résultat d'exploitation.....	(51,3)	(150,0)	55,6	(29,0)	(20,4)	(195,1)	(33,8)	(56,4)	36,7	(29,1)	(28,3)	(110,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	2,8	(2,8)	–	–	–	–	(0,1)	–	–	–	–	(0,1)
Résultat avant intérêts et taxes (2).....	(48,5)	(152,8)	55,6	(29,0)	(20,4)	(195,1)	(33,9)	(56,4)	36,7	(29,1)	(28,3)	(111,0)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	8,0	–	21,8	7,8	(0,7)	36,9	9,3	–	25,4	5,7	5,5	45,9
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients...	–	–	108,3	–	–	108,3	–	–	162,8	–	–	162,8
Capitaux employés	0,4	–	2,3	0,6	–	3,3	0,5	0,2	2,3	0,7	–	3,7
Total Actif	0,6	0,1	2,6	0,7	–	4,0	0,7	0,4	2,7	0,7	–	4,5

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 2,7 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2017 contre (0,3) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2016.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent chacun à (70,7) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2017, contre (103,7) millions de dollars US et (103,8) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2016.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (124,4) millions de dollars US liés au Plan de Transformation. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (7,2) millions de dollars US liés au Plan de Transformation.

Pour le 1^{er} semestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (16,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (4,0) millions de dollars US. Pour le 1^{er} semestre 2016, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (17,6) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (10,7) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (14,6) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2017 et (18,1) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2016. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total :

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 30 juin			
	2017		2016	
Amérique du nord.....	96,7	28 %	85,1	29 %
Amérique latine	105,6	30 %	50,4	17 %
Europe, Afrique et Moyen Orient	106,0	30 %	108,7	38 %
Asie Pacifique.....	41,5	12 %	46,0	16 %
Total	349,8	100 %	290,2	100 %

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le semestre clos le 30 juin			
	2017		2016	
Amérique du nord.....	174,2	29 %	186,0	31 %
Amérique latine	166,2	28 %	88,7	15 %
Europe, Afrique et Moyen Orient	179,1	30 %	224,8	37 %
Asie Pacifique.....	79,7	13 %	103,7	17 %
Total	599,2	100 %	603,2	100 %

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	Six mois clos le 30 juin	
	2017	2016
Charges de restructuration	(235,8)	(87,5)
Variation des provisions pour restructuration	90,4	80,3
Autres produits (charges) non récurrents	—	(0,7)
Éléments non récurrents nets	(145,4)	(7,9)
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture.....	(0,2)	0,2
Plus (moins) values sur cessions d'actifs.....	27,4	(3,2)
Total Autres produits et charges, net.....	(118,2)	(10,9)

Pour les six mois clos le 30 juin 2017

Éléments non récurrents nets

Les « éléments non récurrents, nets » s'élèvent à (145,4) millions de dollars US au 30 juin 2017, dont (115,7) million de dollars US comptabilisés sur le 2^{ème} trimestre 2017.

Ces coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du Groupe comprennent:

- (i) 12,3 millions de dollars US de charges de restructuration liés à l'accord permettant de réduire le montant dû au titre du contrat d'affrètement d'un navire d'exploration sismique en opération. Cette charge correspond à la compensation accordée au propriétaire du navire lors de la renégociation du contrat d'affrètement. (voir note 2 « Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires »),
- (ii) 72,1 millions de dollars US de charges de restructuration liés à la réduction des montants dus en vertu de la renégociation et de la prolongation des contrats d'affrètement des navires "Vega" et "Sirius" suite au changement de propriété de la flotte. Cette charge correspond à la compensation accordée à ESV et OSV lors de la renégociation des contrats d'affrètement. (voir note 2 « Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires »),
- (iii) 53,0 millions de dollars US de charges de restructuration principalement liés aux procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis (voir note 2 « Engagement du processus de restructuration financière »),
- (iv) 8,0 millions de dollars US d'autres charges de restructuration au titre du Plan de Transformation du Groupe.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

En 2017, ce poste comprend un gain de 21,0 millions de dollars US réalisé lors de notre contribution à la joint-venture GSS créée avec Eidesvik en avril 2017 (voir note 2 « Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires »).

Ce poste comprend également des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Pour les six mois clos le 30 juin 2016

Éléments non récurrents nets

Les « éléments non récurrents, nets » s'élevaient à (7,9) millions de dollars US au 30 juin 2016, dont (0,2) millions de dollars US comptabilisés sur le 2^{ème} trimestre 2016.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprenait des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

NOTE 6 – PASSIFS COURANTS ASSOCIES AVEC LES CREANCES CEDEES

En 2017, le Groupe a conclu un contrat avec une institution financière afin de percevoir des paiements anticipés dans le cadre d'un projet d'acquisition marine et de traitements de données avec un client. Le droit à collecter les factures à émettre est transféré à une institution financière après acceptation mensuelle par le client de l'avancement des travaux en cours. Néanmoins, les termes de ce contrat ne permettent pas la décomptabilisation de ces travaux en cours financés (comptabilisés dans le poste « Clients et comptes rattachés »). Les paiements reçus ont été comptabilisés dans le poste « Passifs courants associés avec les créances cédées » dans l'Etat de Situation Financière Consolidé.

Au 30 juin 2017, nous avons perçu un montant de 47,7 millions de dollars US dans le cadre de l'accord décrit ci-dessus.

NOTE 7 – TRANSACTIONS AVEC DES SOCIÉTÉS LIÉES

Les transactions du Groupe avec des sociétés liées se font dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché.

En millions de dollars US	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Co-entreprises et activités conjointes (a)	Entités Associées (b)	Total	Co-entreprises et activités conjointes (a)	Entités Associées (b)	Total
Ventes de matériel géophysique	0,3	2,3	2,6	0,3	2,4	2,7
Locations de matériel, revenus d'affrètement et autres services rendus.....	7,0	4,5	11,5	5,2	20,6	25,8
Produits des activités ordinaires.....	7,3	6,8	14,1	5,5	23,0	28,5
Coûts d'affrètement	(14,9)	–	(14,9)	(13,3)	–	(13,3)
Services maritimes à bord (ship management)	(11,6)	–	(11,6)	(23,4)	–	(23,4)
Autres achats et prestations de services	(0,5)	(1,2)	(1,7)	(1,7)	(2,5)	(4,2)
Charges d'exploitation	(27,0)	(1,2)	(28,2)	(38,4)	(2,5)	(40,9)
Autres produits (charges) financiers.....	(0,2)	–	(0,2)	(0,7)	1,1	0,4
Créances commerciales, autres créances courantes et contrats d'intermédiaires	17,8	8,5	26,3	16,8	13,9	30,7
Prêts et avances consentis	16,5	–	16,5	25,2	38,0	63,2
Total Actifs	34,3	8,5	42,8	42,0	51,9	93,9
Dettes fournisseurs, autres passifs courants et contrats d'intermédiaires	12,6	14,4	27,0	19,1	39,0	58,1
Dettes financières – Dettes de crédit-bail	–	–	–	15,9	–	15,9
Total Passifs.....	12,6	14,4	27,0	35,0	39,0	74,0
Engagements des loyers futurs	410,8	–	410,8	220,2	–	220,2
Engagements de prestations de services maritimes	116,0	–	116,0	93,1	–	93,1
Engagements hors-bilan.....	526,8	–	526,8	313,3	–	313,3

(a) correspond principalement aux sociétés mises en équivalence du secteur opérationnel Acquisition de Données Contractuelles marine ;

(b) correspond principalement aux sociétés mises en équivalence du secteur opérationnel Acquisition terrestre et aéroportée ;

Aucune facilité de paiement ou prêt n'a été accordé au Groupe par les actionnaires pendant les trois dernières années.

NOTE 8 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Résultats de l'accord de placement privé

Le 13 juillet 2017, le Groupe a annoncé qu'à la date du 7 juillet 2017 (soit à la fin de la période de placement), des porteurs éligibles représentant 86,08% du montant total en principal des Senior Notes se sont engagés à souscrire aux 375 millions de dollars US de nouvelles obligations senior de second rang avec bons de souscription d'actions, conformément aux modalités de l'Accord de Placement Privé et ont adhéré à l'Accord de « lock-up ». L'émission de nouvelles obligations senior de second rang avec bons de souscription d'actions a été garantie (« backstopped ») par les membres du comité ad hoc des porteurs de Senior Notes détenant, à la date de l'Accord de Placement Privé, 52,38% du montant total en principal des Senior Notes, qui se sont également engagés à souscrire à leur quote-part proportionnelle des nouvelles obligations senior de second rang avec bons de souscription d'actions.

Convocation du comité des établissements de crédit et assimilés et de l'assemblée générale unique des obligataires de CGG SA dans le cadre de la procédure de sauvegarde française

À la date du 12 juillet 2017, des porteurs représentant 74,24% du montant total en principal cumulé des Senior Notes et des obligations convertibles, ainsi que des porteurs représentant 77,66% du montant total en principal de la Dette Sécurisée (tel que ce terme est défini dans l'Accord de « lock-up ») du groupe, ont signé l'Accord de « lock-up » ou y ont adhéré. Ceci indique un niveau de soutien élevé à la Restructuration Financière et marque une étape importante dans la mise en œuvre préalablement à la consultation des créanciers le 28 juillet 2017.

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, nous avons décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire notre flotte marine à cinq navires 3D haut de gamme pour la dédier de manière première à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le nouveau secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de données contractuelles** qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)** qui regroupe les activités Données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous réalisons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive) et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des navires alloués aux programmes multi-clients.
- **Equipement**, en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités terrestre et marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel.
- **Ressources Non-Opérées**, qui comprend les coûts de ressources non-opérées ainsi que les coûts liés au Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent principalement les actifs marins non-opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Engagement du processus de restructuration financière

Voir la note 2- "Evènements significatifs" des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur l'évolution du processus de restructuration financière

Facteurs affectant les résultats des opérations

Nos résultats d'exploitation sont généralement affectés par une variété de facteurs, dont certains sont décrits ci-dessous et d'autres sont énoncés dans le chapitre 6 - Situation financière, résultats et perspectives du Document de Référence 2016.

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande concernant les produits et services du Groupe est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités d'exploration, de production et de développement. Ces investissements sont étroitement liés aux prix du gaz et du pétrole et aux prévisions sur le prix des hydrocarbures,

lesquels peuvent fluctuer en fonction de changements relativement mineurs dans l'offre et la demande de pétrole et de gaz, dans l'anticipation des changements, ainsi que d'autres facteurs qui échappent au contrôle du Groupe. Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques. En 2015 et 2016, les compagnies pétrolières et gazières ont réduit leurs dépenses d'exploration et production du fait du déclin du prix du pétrole, menant à une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe.

Nous estimons que les conditions de marchés difficiles rencontrées en 2016 sont susceptibles de perdurer en 2017 et de peser sur notre niveau d'activité. Dans ce contexte, nos estimations restent inchangées avec des résultats opérationnels en ligne avec l'année 2016 et une génération de cash moins favorable en 2017 qu'en 2016. Nous estimons que la reprise du marché ne devrait pas se produire avant l'horizon 2018-2019.

Pour plus de détails sur l'industrie géophysique, se référer au « Chapitre VI – Perspectives » du Document de Référence 2016.

Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Voir la note 2 – “Evènements significatifs” des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur la Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires

Voir la note 2 – “Evènements significatifs” des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur le nouveau régime de propriété de notre flotte de navires

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} juillet 2017 s'élevait à 493 millions de dollars US. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 2^{ème} trimestre 2017 et le 2^{ème} trimestre 2016

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	2^{ème} trimestre	
	2017	2016
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine.....	60,9	22,3
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	21,1	36,9
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	82,0	59,2
Données Multi-clients.....	132,7	95,6
Imagerie et Réservoir.....	88,0	100,8
Chiffre d'affaires du secteur GGR	220,7	196,4
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	53,0	44,3
Chiffre d'affaires éliminés et autres.....	(5,9)	(9,7)
Chiffre d'affaires consolidé.....	349,8	290,2

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 2^{ème} trimestre 2017 a augmenté de 21% à 350 millions de dollars US contre 290 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison de la bonne performance opérationnelle de notre activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine dans des conditions de marché très difficiles et d'un niveau élevé de ventes multi-clients soutenues par un bon positionnement dans les bassins stratégiques.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles a augmenté de 39% au 2^{ème} trimestre 2017 à 82 millions de dollars US contre 59 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en

raison de la bonne performance opérationnelle de notre activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine dans des conditions de marché très difficiles.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a augmenté de 173% au 2^{ème} trimestre 2017 à 61 millions de dollars US contre 22 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, du fait d'une plus grande capacité dédiée à des programmes exclusifs et de la très bonne performance opérationnelle de la flotte entièrement disponible au cours de ce deuxième trimestre 2017.

Le taux de disponibilité des navires est en hausse à 100% au 2^{ème} trimestre 2017, comparé à 90% au 2^{ème} trimestre 2016. Le taux de production demeure élevé à 98% comparé à 94% au 2^{ème} trimestre 2016. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 48% à des programmes multi-clients contre 66% au 2^{ème} trimestre 2016.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 2^{ème} trimestre 2017 à 21 millions de dollars US, en baisse de 43%, contre 37 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison d'un niveau d'activité très faible.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a augmenté de 12% à 221 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017, contre 196 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison d'après-ventes multi-clients soutenues et de préfinancements élevés, compensés par le retrait du chiffre d'affaires de notre activité Imagerie et Réservoir.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en augmentation de 39% à 133 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 96 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. L'activité a été la plus forte dans le Golfe du Mexique et au Brésil.

Les préfinancements ont diminué de 6% à 73 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 78 millions de dollars US atteints pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients a augmenté à 59 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017, contre 18 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Le taux de préfinancement cash a atteint 122% au 2^{ème} trimestre 2017. Il était de 84% pour la période comparable en 2016.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 13% au 2^{ème} trimestre 2017 à 88 millions de dollars US contre 101 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les activités de réservoir ont été touchées par la baisse des dépenses d'investissements de nos clients. L'imagerie montre plus de résilience, comme l'atteste l'attribution de deux contrats de long-terme pour des centres de processing dédiés en Oman et en Thaïlande.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en hausse de 20% au 2^{ème} trimestre 2017 à 53 millions de dollars US contre 44 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes internes ont représenté 10% du chiffre d'affaires au 2^{ème} trimestre 2017 contre 19% pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a augmenté de 33% en passant de 36 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016 à 48 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017. Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres restent toutes deux impactées par un faible niveau de demande.

Les ventes d'équipements terrestres ont représenté 49% du chiffre d'affaires total au 2^{ème} trimestre 2017 contre 64% au 2^{ème} trimestre 2016, avec des livraisons en Inde et en Algérie ainsi que des marchés d'outils de puits qui restent actifs.

Les ventes d'équipements Marine ont représenté 51% du chiffre d'affaires total contre 36% pour la période comparable en 2016, incluant notamment des ventes d'équipements d'occasion.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en augmentation de 10% à 318 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 289 millions de dollars US pour la période comparable de 2016. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 67% des revenus multi-clients au 2^{ème} trimestre 2017 contre 80% au 2^{ème} trimestre 2016. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation ont diminué à 91% au 2^{ème} trimestre 2017 contre 100% pour la période comparable de 2016. La marge brute d'exploitation a augmenté à 33 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 2 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016, représentant respectivement 9% et 1% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement sont une charge nette de 8 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017. Comparativement, les dépenses de recherche et de développement représentaient un produit net de 10 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016, en raison d'un rattrapage de crédit d'impôt de recherche et développement aux USA.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 15% à 14 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 17 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2016, principalement en raison de l'avancement de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 7% au 2^{ème} trimestre 2017 à 20 millions de dollars US contre 21 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 en conséquence principalement de l'avancement de notre Plan de Transformation. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 6% et 7% du chiffre d'affaires consolidé au 2^{ème} trimestre 2017 et 2016.

Les autres charges d'exploitation nettes sont de 89 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017, incluant notamment (i) 95 millions de dollars US de coûts relatifs à notre Plan de Transformation dont 51 millions de dollars US relatifs au changement de régime de propriété de notre flotte et 44 millions de dollars US majoritairement composés d'honoraires liés à la restructuration financières et (ii) 6 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs. *(Pour une description plus détaillée sur le changement de propriété de la flotte, voir la note 2 des états financiers intermédiaires consolidés).*

Les autres charges d'exploitation étaient un produit net de 2 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016, principalement lié à des gains sur cessions d'actifs non stratégiques.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 98 millions de dollars US (ou une perte de 3 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) au 2^{ème} trimestre 2017 pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 24 million de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016 (ou une perte de 22 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 13 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017, contre un résultat d'exploitation à l'équilibre au 2^{ème} trimestre 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 37 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre un produit de 29 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 2^{ème} trimestre 2016 est une perte de 13 millions de dollars US contre une perte de 18 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 100 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 (ou une perte de 5 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 24 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016 (ou une perte de 23 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 3 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre une perte de 5 million de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 4 des états financiers consolidés intermédiaires au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 101 millions de dollars US (ou une perte de 6 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 29 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 12 millions de dollars US contre une perte de 4 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur GGR au 2^{ème} trimestre 2017 est un profit de 37 millions de dollars US contre un profit de 29 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 13 millions de dollars US contre une perte de 18 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 103 millions de dollars US (ou une perte de 8 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 24 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 23 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 5 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a augmenté de 17% à 49 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 contre 42 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016.

Les autres produits et charges financiers au 2^{ème} trimestre 2017 sont un produit de 1 millions de dollars US contre une charge financière de 2 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 21 million de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017 à comparer à une charge de 6 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 2^{ème} trimestre 2017 est une perte de 170 millions de dollars US contre une perte de 79 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Comparaison entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2016

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par division pour chacune des périodes présentées :

	Au 30 juin	
	2017	2016
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine.....	105,5	80,6
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	43,0	67,7
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	148,5	148,3
Données Multi-clients.....	204,9	150,4
Imagerie et Réservoir.....	173,8	210,0
Chiffre d'affaires du secteur GGR	378,7	360,4
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	85,4	117,5
Chiffre d'affaires éliminés et autres	(13,4)	(23,0)
Chiffre d'affaires consolidé	599,2	603,2

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1^{er} semestre 2017 est stable à 599 millions de dollars US contre 603 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2017 reste stable à 149 millions de dollars US, comparé à 149 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a augmenté de 31% au 1^{er} semestre 2017 à 106 millions de dollars US contre 81 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison de la très bonne performance opérationnelle de notre flotte avec un taux de production s'élevant à 98%, malgré des conditions de prix très faibles.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 1^{er} semestre 2016 à 43 millions de dollars US, en baisse de 36%, contre 68 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison d'un faible niveau d'activité et de processus de décision ralentis de la part de nos clients, particulièrement pour l'Acquisition Terrestre.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a augmenté de 5% à 379 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 360 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison des ventes multi-clients, bien que nos clients restent prudents et maintiennent leurs dépenses à un faible niveau.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en augmentation de 36% à 205 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 150 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison de bonnes ventes dans le Golfe du Mexique et au Brésil.

Les préfinancements sont restés stables à 127 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 comparé à 125 millions de dollars US pour la même période en 2016. Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients a augmenté à 78 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017, contre 25 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Le taux de préfinancement s'est élevé à 117% au 1^{er} semestre 2017 contre 77% pour la période comparable en 2016.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 17% au 1^{er} semestre 2017 à 174 millions de dollars US contre 210 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. La demande en Imagerie, logiciels et services liés au réservoir a faibli dans le contexte de réduction des dépenses de nos clients.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes) est en baisse de 27% au 1^{er} semestre 2017 à 85 millions de dollars US contre 118 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres restent impactées par des volumes historiquement faibles dans un marché d'acquisition sismique très dégradé.

Les ventes internes ont représenté 14% du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2017 contre 17% pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a baissé de 25% au 1^{er} semestre 2017 à 73 millions de dollars US contre 98 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016.

Les ventes d'équipements Marine ont représenté 48% du chiffre d'affaires total au 1^{er} semestre 2017 contre 31% pour la période comparable en 2016.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 5% à 594 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 624 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 67% des revenus multi-clients au 1^{er} semestre 2017 contre 79% au 1^{er} semestre 2016.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 99% au 1^{er} semestre 2017 contre 103% pour la période comparable de 2016. La marge brute d'exploitation a augmenté à 6 million de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre une perte de 20 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016, représentant respectivement 1% et (3)% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont augmenté à 16 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 2 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016, en raison d'un rattrapage de crédit d'impôt recherche et développement aux USA en 2016.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 17% à 27 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 33 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2016, en raison principalement de l'avancement de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 12% au 1^{er} semestre 2017 à 40 millions de dollars US contre 45 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 en conséquence de l'avancement du Plan de Transformation. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 7% et 8% du chiffre d'affaires consolidé au 1^{er} semestre 2017 et 2016.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 118 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017. Elles incluaient principalement (i) 124 millions de dollars US de coûts liés à notre Plan de Transformation dont 51 millions de dollars US relatifs au changement de régime de propriété de notre flotte et 73 millions de dollars US de coûts majoritairement composés d'honoraires liés à la restructuration financières, et (iv) 6 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs non-stratégiques.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 11 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016. Elles incluaient principalement (i) 7 millions de dollars US de coûts de restructuration liés à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel nettes de reprise de provisions) (ii) et 4 millions de dollars US principalement liés à des moins-values sur cessions d'actifs et à des coûts d'équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

(Pour une description plus détaillée sur le changement de propriété de la flotte, voir la note 2 des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 195 millions de dollars US (ou une perte de 71 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) au 1^{er} semestre 2017 pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 111 million de dollars US au 1^{er} semestre 2016 (ou une perte de 104 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 51 millions de dollars US contre une perte de 34 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016, principalement due à la faiblesse des prix en Acquisition Marine et au niveau d'activité très faible en Acquisition Terrestre et Multi-Physique.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 56 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre un produit de 37 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, grâce notamment aux ventes multi-clients.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 29 millions de dollars US, identique à la période comparable en 2016, en raison des faibles volumes, et en dépit d'importantes réductions de coûts et de la flexibilité de son organisation industrielle.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 150 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 (ou une perte de 26 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) contre une perte de 56 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016 (ou une perte de 49 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est à l'équilibre au 1^{er} semestre 2017 et au 1^{er} semestre 2016.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 4 des états financiers consolidés intermédiaires au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 195 millions de dollars US (ou une perte de 71 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 111 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 104 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 49 millions de dollars US contre une perte de 34 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur GGR au 1^{er} semestre 2017 est un profit de 56 millions de dollars US contre un profit de 37 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 29 millions, identique à la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 153 millions de dollars US (ou une perte de 28 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) contre une perte de 56 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 49 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 5 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a augmenté de 13% à 96 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 contre 85 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016.

Les autres produits et charges financiers au 1^{er} semestre 2017 sont une charge de 1 millions de dollars US, identique au 1^{er} semestre 2016.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 23 million de dollars US au 1^{er} semestre 2017 à comparer à une charge de 13 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 1^{er} semestre 2017 est une perte de 315 millions de dollars US contre une perte de 209 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Engagement du processus de restructuration financière

Pour plus d'information se référer à la note 2 « Evènements significatifs - Engagement du processus de restructuration financière ».

Dette financière

Les ratios d'endettement maximal et de couverture d'intérêts ne s'appliquent pas au 30 juin 2017 en raison d'une exemption obtenue conformément à l'accord de « lock-up » signé par certains des prêteurs sécurisés le 13 juin 2017 (voir note 2 « Evènements Significatifs »).

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, il apparaît que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation. Les procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ouvertes en France et aux États-Unis ont empêché que ne soit prononcée l'exigibilité anticipée de la dette localisée en France et que des mesures d'exécution forcées ne soient mises en œuvre au titre de la dette située hors de France (voir note 1.3 « continuité d'exploitation »).

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 24 février 2017, CGG a satisfait et mis un terme à ses engagements au titre de l'*indenture* pour l'intégralité des 8,3 millions de dollars US résiduel de l'emprunt obligataire 7,75% à échéance 2017.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars,

CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portant intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la note 5 « Autres produits et charges » de ce document et dans la note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Crédit Nordique

Le « changement de propriété de la flotte » (voir note 2 « Evènements Significatifs ») a pour conséquence de réduire la dette brute du Groupe de 182,5 millions de dollars US correspondant à l'encours en principal de la facilité de crédit Nordique au 31 mars 2017.

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit renouvelable au 30 juin 2017 :

	<u>Date d'émission</u>	<u>Maturité finale</u>	<u>Montant utilisé</u>
			(En millions de dollars US)
Crédit renouvelable US	2013	2018	161,9
Crédit renouvelable France.....	2013	2018	302,3
TOTAL avant frais d'émission.....			464,2

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre Crédit Renouvelable France étaient entièrement tirés au 30 juin 2017.

Flux de trésorerie

Exploitation

La consommation de trésorerie issue des opérations d'exploitation s'est élevée à (13) millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017 (ou un excédent de 87 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre un excédent de 283 millions de dollars US (ou un excédent de 372 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les six mois clos le 30 juin 2016. Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation est un excédent de 32 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017 par rapport à un excédent de 50 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

La variation du besoin en fonds de roulement pour les six mois clos le 30 juin 2017 a eu un impact négatif de 45 millions de dollars US contre un impact positif de 234 millions de dollars US sur la période 2016 comparable. Cet impact est principalement dû à une variation de nos créances clients et comptes rattachés qui a consommé 38 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017, du en majeure partie aux ventes élevées de données multi-client au second trimestre 2017, par rapport à un dégageant de 340 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 122 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017 contre 194 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Au cours des six mois clos le 30 juin 2017, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 22 millions de dollars US (23 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation), en baisse de 20% par rapport à la période comparable de 2016. Au cours des six mois clos le 30 juin 2016, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 28 millions de dollars US (22 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés se sont élevés pour leur part à 15 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017, contre 18 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Le Groupe a également investi 108 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les six mois clos le 30 juin 2017, principalement en Amérique Latine, en Irlande et aux Etats-Unis, contre 163 millions de dollars

US pour la période comparable en 2016. Au 30 juin 2017, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 833 millions de dollars US contre 848 millions de dollars US au 31 décembre 2016.

Financement

Le flux de trésorerie affecté aux opérations de financement s'est élevé à 85 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017 contre 30 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2016.

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 juin 2017 s'élevait à 2 497 millions de dollars US contre 2 312 millions de dollars US au 31 décembre 2016. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 337% au 30 juin 2017 contre 206% au 31 décembre 2016.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 juin 2017 et 31 décembre 2016 :

En millions de dollars US	30 juin 2017 (non audité)	31 décembre 2016
Concours bancaires	—	1,6
Part à court terme des dettes financières	2 759,2	2 782,1
Dettes financières à long terme	52,6	66,7
Dette financière brute	2 811,8	2 850,4
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement	(314,8)	(538,8)
Dette financière nette	2 497,0	2 311,6

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section « Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. L'EBIT est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	6 mois clos le 30 juin	
	2017	2016
EBITDAS	24,3	123,7
Amortissements et dépréciations	(95,6)	(133,7)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(136,6)	(123,1)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	12,9	22,0
Coût des paiements en actions	(0,1)	0,2
Résultat d'exploitation	(195,1)	(110,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence	—	(0,1)
EBIT	(195,1)	(111,0)
Coût de l'endettement financier net.....	(95,5)	(84,6)
Autres produits (charges) financiers	(1,1)	(0,6)
Total impôts sur les bénéfices.....	(23,1)	(12,7)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(314,8)	(208,9)

L'EBIT était une perte de 195 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017, soit une perte de 71 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation et une perte de 42 millions de dollars US hors segment Ressources Non-Opérées, contre une perte de 111 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, soit un profit de 104 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et un profit de 55 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

L'EBITDAS était un profit de 24 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017 (4% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 149 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation (25% du chiffre d'affaires consolidé) et de 159 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées. Pour la période comparable de 2016, l'EBITDAS était un profit de 124 millions de dollars US (21% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 131 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation (22% du chiffre d'affaires consolidé) et de 146 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

En millions de dollars US	3 mois clos le 30 juin	
	2017	2016
EBITDAS	25,3	102,1
Amortissements et dépréciations	(42,7)	(63,8)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(88,9)	(76,4)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	7,5	13,8
Coût des paiements en actions	0,6	0,2
Résultat d'exploitation	(98,2)	(24,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2,5)	(4,8)
EBIT	(100,7)	(28,9)
Coût de l'endettement financier net.....	(48,7)	(41,6)
Autres produits (charges) financiers	0,5	(2,3)
Total impôts sur les bénéfices.....	(20,8)	(6,4)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(169,7)	(79,2)

L'EBIT était une perte de 101 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 juin 2017, soit une perte de 6 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation et une perte de 2 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées, contre une perte de 29 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, soit une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 5 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

L'EBITDAS était un profit de 25 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 juin 2017 (7% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 120 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation (34% du chiffre d'affaires consolidé) et de 122 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées. Pour la période comparable de 2016, l'EBITDAS était un profit de 102 millions de dollars US (35% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 104 millions de dollars US hors coûts de

restructuration liés au Plan de Transformation (36% du chiffre d'affaires consolidé) et de 109 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

Le tableau ci-après présente l'EBITDAS par secteur :

6 mois clos le 30 juin												
En millions de dollars US	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
EBITDAS	(26,1)	(134,4)	219,5	(14,2)	(20,5)	24,3	(4,5)	(21,9)	188,6	(10,5)	(28,0)	123,7

3 mois clos le 30 juin												
En millions de dollars US	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
EBITDAS	(0,9)	(96,7)	139,3	(5,5)	(10,9)	25,3	9,4	(6,8)	119,3	(9,3)	(10,5)	102,1

Pour les six mois clos le 30 juin 2017, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprend (124) millions de dollars US de coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation. Pour la période 2016 comparable, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprenait (7) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 30 juin	
	2017	2016
EBITDAS	24,3	123,7
Autres produits (charges) financiers	(1,1)	(0,6)
Augmentation (diminution) des provisions	(30,9)	(82,3)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	(27,4)	3,2
Dividendes reçus	2,0	13,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	63,0	0,4
Impôt décaissé	1,8	(7,8)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(37,6)	340,4
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	0,9	23,8
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(5,1)	(6,3)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(21,8)	(67,4)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	19,0	(49,1)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	—	(7,6)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(12,9)	283,4

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2017 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	
Dettes financières	41,9	1 658,0	1 157,7	-	2 857,6
Autres obligations à long terme (intérêts)	114,7	252,2	107,3	-	474,2
Total Obligations liées à des dettes financières^(a)	156,6	1 910,2	1 265,0	-	3 331,8
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)	7,9	15,0	14,8	0,1	37,8
Obligations issues des locations simples	129,0	175,5	135,1	270,7	710,3
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires ^(a)	71,9	110,9	92,4	216,9	492,1
- Autres obligations issues des locations simples	57,1	64,6	42,7	53,8	218,2
Total Obligations contractuelles^(b)	293,5	2 100,7	1 414,9	270,8	4 079,9

Note : pour la compréhension du tableau ci-dessus, les différentes composantes de dettes financières sont présentées avec leurs échéances normales, quand bien même ces dettes - hormis les contrats de crédit-bail - sont intégralement présentées dans les éléments courants du fait de l'application d'IAS 1

(a) Au 30 juin 2017, le montant des engagements hors bilan correspondant aux chartes coques-nue s'élève à 492,1 millions de dollars US. Ce montant inclut 410,9 millions de dollars US liés aux bateaux opérés via GSS (voir note 2 « Evénements significatifs »), 17,6 millions de dollars US liés aux navires inclus dans le plan de réduction de la flotte et 63,6 millions de dollars US liés aux autres navires opérés par le Groupe.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 juin 2017.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.